

Bien que nous ayons précisé les positions fiscales que ce dernier propose, et cela depuis longtemps, et qu'il semble évident que certains aient fait du capital politique à nos dépens depuis des années sur la question, nous sommes heureux de constater que quelques organisations politiques fédérales ont finalement daigné appuyer notre analyse de la situation économique.

Il ne suffirait, pour en nommer quelques-uns, que de parler, par exemple, des allocations familiales, des pensions de sécurité de la vieillesse, qu'on a prônées depuis le début et qu'enfin on a aujourd'hui. Le gouvernement commence encore une fois de parler de notre programme de revenu annuel garanti, et nous en sommes heureux. Il parle même de l'harmonie canadienne... Je viens de lire cet article dans *La Presse* et j'en suis tout heureux, et je cite:

Voilà ce qui ressort du congrès annuel de l'aile ontarienne du Parti libéral du Canada... Trois jours de discussions sur le double thème de «l'harmonie» canadienne et de l'économie...

On cessera maintenant de parler d'unité canadienne pour parler d'harmonie canadienne. Et nous prêchons cela depuis longtemps pourtant. Nous savons qu'il est impossible de faire l'unité si l'on prend l'unité dans le sens strict du mot. On peut vivre dans l'harmonie complète, mais on ne peut pas vivre dans l'unité complète. Et je suis très heureux que le très honorable premier ministre (M. Trudeau) se soit servi de cette expression. J'en étais fort aise, monsieur l'Orateur.

Nous croyons que les choses s'en viennent, par petit pas, mais ça s'en vient. Sachons administrer à l'avantage du capital humain, au lieu de sacrifier le capital humain au rendement du capital argent. Le Crédit Social, c'est le triomphe de l'homme sur l'argent. Ces mots sont simples en eux-mêmes, mais combien lourds de conséquences dans leur pratique! Je vois que vous allez vous lever, monsieur le président. Je ne vous donnerai pas la chance de vous lever, et je vais m'asseoir.

[Traduction]

M. David Orlikow (Winnipeg-Nord): Monsieur l'Orateur, le ministre des Finances (M. Chrétien) a présenté son budget au moment où il faut de toute urgence emprunter de nouvelles voies en matière de politique économique. Le Canada entame un deuxième hiver de suite avec plus d'un million de sans-travail. Le ministre a prédit que la situation de l'emploi en 1979 serait encore pire qu'elle ne l'a été en 1977 et 1978. Le coût de la vie, le déficit du gouvernement et la dette nationale continuent de s'accroître à l'unisson, cependant que les Canadiens attendent la reprise économique que le gouvernement leur promet depuis longtemps.

Face à notre réservoir énorme et inexploité de main-d'œuvre et de ressources, tous les budgets et mini-budgets présentés depuis 15 mois par le ministre des Finances actuel n'ont eu absolument aucun effet. Si nous n'avions pas eu de budget cette année, et nous en avons eu deux ou trois, la situation dans laquelle nous nous trouvons ne serait pas différente de ce qu'elle était il y a un an.

Premièrement, le ministre a réduit la taxe de vente de 3 p. 100. Il propose maintenant une réduction de la taxe sur les ventes des fabricants.

Budget—M. Orlikow

Quand le premier ministre (M. Trudeau) est rentré de sa rencontre avec les dirigeants des pays occidentaux à Bonn, il a promis que le gouvernement adopterait des politiques qui favoriseraient une croissance de 5 p. 100 de notre produit national brut cette année. Or l'augmentation est inférieure à 4 p. 100, soit environ 3.9 p. 100. Le ministre des Finances prévoit maintenant une croissance de 4½ p. 100 du produit national brut au cours de l'année prochaine. Nous avons toutes les raisons de croire que l'objectif de 4½ p. 100 fixé par le ministre ne sera pas mieux atteint que ne l'a été l'objectif de 5 p. 100 qui avait été établi par le premier ministre. Il est probable que notre produit national brut croîtra de 3.5 p. 100. Si, comme il est probable, les États-Unis entraient dans une période de récession, le chiffre de 3.5 p. 100 que je viens d'avancer serait fort optimiste. Pour l'année qui vient, nous connaîtrons un taux de chômage de 9 p. 100. Notre taux d'inflation ne sera pas de 6.5 p. 100 comme l'a dit le ministre, mais plutôt de 7.5 à 8 p. 100.

● (2052)

Une voix: Ce qui est beaucoup mieux que 10 p. 100.

M. Orlikow: Le député dit que cela est beaucoup mieux que 10 p. 100. Je tiens à lui rappeler que nous en sommes presque revenus au même point qu'en octobre 1975, au moment où le gouvernement a instauré son programme anti-inflation, qui s'est d'ailleurs soldé par un échec. Le chômage a augmenté depuis que le ministre a présenté son mini-budget d'octobre 1977 et, son budget d'avril dernier. D'après les chiffres officiels publiés par Statistique Canada, 910,000 Canadiens étaient sans emploi le mois dernier, ce qui représente une hausse sensible en regard de la même période l'an dernier. Au cours de l'an dernier, le taux de chômage dans ma province du Manitoba est passé de 5.6 p. 100 à 6.5 p. 100.

En octobre cette année, 4,000 Manitobains de plus qu'en octobre 1977 étaient en chômage. Nous, les Manitobains, nous savons ce que c'est qu'un gouvernement conservateur: nous en avons un depuis 15 mois. Pas étonnant que le chômage y augmente plus rapidement que dans toute autre province. En fait, le chômage en septembre dernier était de 30 p. 100 plus élevé qu'à pareille date en 1977. Le taux désaisonnalisé était de 24 p. 100. Il est facile de comprendre ce qui s'est produit. Le Manitoba a un gouvernement conservateur, et le parti conservateur, ici, au Parlement exhorte le peuple canadien à adopter les mêmes politiques à l'échelle nationale qui sont appliquées par Manitoba par un gouvernement conservateur.

Qu'a-t-on fait au Manitoba, et pourquoi le chômage augmente-t-il? Voyons ce qui s'est produit. Le gouvernement conservateur, prétendant que la province devait faire preuve d'une plus grande modération, réduisit le nombre des fonctionnaires de 1,500 employés. Les services furent donc réduits. Il bloqua toute construction publique pour un an. C'est donc dire qu'il n'a construit aucun édifice public. Il ne s'est pas non plus construit de logements pour les vieillards, ni de logements sociaux.